



LA DÉCADE

LA LETTRE DU CERCLE
JEAN-BAPTISTE SAY

“ Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir. ”

NUMÉRO SPÉCIAL ÉTÉ

Numéro double juillet - août été 2020

LA DÉCADE À LA PLAGE

Notre 2^e édition du QUIZZ Jean-Bat' à la plage vous propose cet été de revoir vos connaissances en répondant à 24 questions sur la démographie, les impôts de production, l'industrie, les entreprises, les finances publiques etc. Tout ça les pieds au chaud dans le sable ou au frais dans la piscine. Alors, faites-vous partie des happy fews qui savent de quoi ils parlent ? Calculez votre score total et votre classement en fin de QUIZZ.

Good luck !

Il nous l'avait bien dit

juillet - août 2020

La Prospérité c'est l'émancipation et élévation de l'individu

Après un confinement qui a mis à mal nos libertés et sérieusement entamé notre prospérité nous vous proposons la lecture d'un extrait de Sociétal 2017 (Institut de l'Entreprise. Éditions Eyrolles) qui évoquait ces thèmes chers à Jean-Baptiste Say.

Il est amusant de remarquer qu'à l'exception – normale – de l'entreprise unipersonnelle, toutes les formes d'entreprises en droit français sont appelées « sociétés » : anonymes, à responsabilité limitée, en commandite, civile, coopérative, etc. Dans sa correspondance avec Say, Pierre-Samuel Dupont de Nemours cite François Quesnay : « Il n'est pas vrai que les hommes, en se réunissant en société, aient renoncé à une partie de leurs droits et de leur liberté pour s'assurer l'autre, mais au contraire ils ne se sont confédérés que pour étendre l'usage de leurs droits et se le garantir mutuellement et pour y gagner de tout point, non pour y rien perdre¹. » Ce qui est vrai pour la société dans son ensemble est vrai pour l'entreprise. La liberté d'entreprendre n'est rien d'autre qu'une des dimensions de la liberté.

Et liberté d'entreprendre et liberté des échanges se trouvent étroitement mêlées : « Au milieu d'une libre concurrence, mieux un industriel défend ses intérêts privés, et mieux il sert la fortune nationale. Toute interposition d'une autorité nuit au but qui est de produire, parce que nulle autorité ne peut s'y connaître aussi bien que les particuliers. Tout commandement est fatal parce qu'il ne peut jamais suppléer à l'intelligence des producteurs et qu'il gêne leurs

mouvements qui sont les principaux moyens du succès. Le rôle utile du magistrat se borne à empêcher que les efforts de l'un ne soient une atteinte aux droits de l'autre. [...] Toute autre police, toute autre influence ne saurait être exercée dans un bon but². »

Jean-Baptiste Say souligne qu'un équilibre doit être trouvé. Si le « laisser faire, laisser passer » de Vincent de Gournay dénonce et entend contrer les effets funestes des règlements, des douanes et autres obstacles nuisant à la production, il reconnaît qu'« il y a dans une industrie active des inconvénients comme il y en a dans tout. Si vous voulez absolument vous préserver de ce qu'elle a d'incommode, il faut savoir vous priver d'une partie de ses avantages. Si vous voulez jouir de tous ses avantages, il faut supporter ce qu'elle a d'incommode, en rendant toutefois les inconvénients supportables, par toutes les précautions, tout le soin que suggère la prudence³ ». On est donc bien loin de « l'ultralibéralisme », source de toutes les toxicités sociales et environnementales qu'invoquent systématiquement les critiques de la liberté d'entreprendre et d'échanger – liberté inhérente au capitalisme. Mais il ne s'agit pas non plus de s'en tenir à un principe de précaution, qui vient contrarier l'initiative et l'innovation avant même qu'elles ne soient à l'œuvre.

Il faut signaler ici qu'évidemment, Say est abolitionniste : il est impensable pour lui que l'esclave ne soit pas maître de ses talents, alors que ceux-ci appartiennent naturellement à celui qui en est pourvu. Ce défenseur des droits naturels condamne donc l'esclavage de son époque comme celui des époques révolues, système qui a permis « ces monstrueuses pyramides que le temps n'a pu renverser, et qui subsistent encore, comme des monuments éternels de l'imbécillité des nations et de la vanité des grands⁴ ».

La liberté, c'est aussi celle de choisir ses consommations : « Rien n'est plus ridicule qu'un gouvernement qui veut que l'on consomme de telle chose et non de telle autre. Car c'est se mêler de ce que l'on doit produire que de se mêler de ce qu'on doit consommer. L'unique règle raisonnable des producteurs se trouve dans les besoins des consommateurs⁵. » Lucide, Jean-Baptiste Say entend laisser l'individu libre aussi de définir ses propres besoins : « La vanité est quelquefois pour l'homme un besoin aussi impérieux que le pain. Lui seul est juge de l'importance que les choses ont pour lui et du besoin qu'il en a⁶. »

Cette liberté d'entreprendre, d'échanger et de produire, qui est un moyen indispensable de la prospérité, est également une fin. En effet, la prospérité permet l'élévation de l'individu et son émancipation. Optimiste, Say est convaincu que l'homme cesse d'être redoutable aux autres et nuisible à lui-même lorsqu'il atteint une aisance matérielle qui lui permet de développer ses facultés individuelles par l'instruction et l'expérience. Certes, pour Say, le bonheur ne saurait se confondre avec la richesse individuelle, mais il soutient que la prospérité collective en est la condition : « Les pays où les fortunes moyennes sont les plus nombreuses et les extrêmes rares, sont les plus heureux⁷. »

¹Lettre du 20 juin 1814. Œuvres Diverses 1848 p. 362

²Cours complet d'économie politique 1828 t. 3, p. 274

³Id. p. 279

⁴Id. t.6, p. 46

⁵Id. t. 2, p. 293

⁶Id. t. 1, p. 166

⁷Id. t. 2, p. 323

Analyse économique

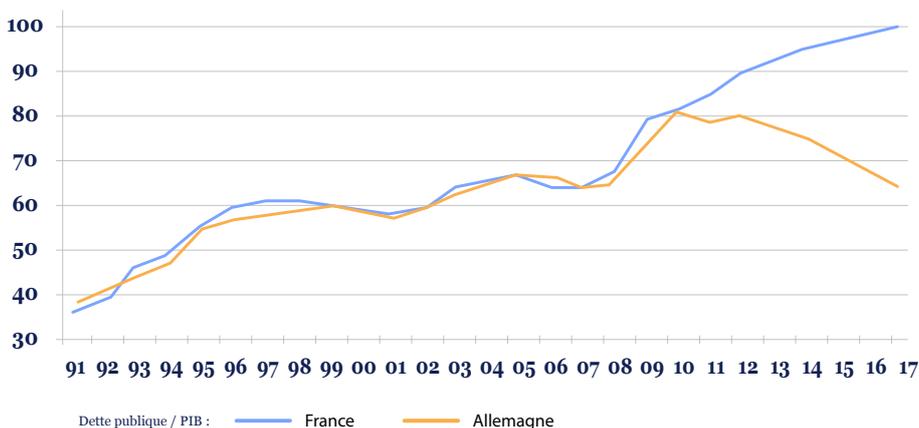
Reprise de la parution de mai 2019

Pour produire plus, il ne faut pas travailler davantage, mais être davantage à travailler - La croissance et le travail en France

Alors que certains annoncent fièrement que la croissance en France sera probablement supérieure à celle de l'Allemagne en 2019, il est bon de regarder le graphique ci-dessous pour prendre la mesure du décrochage de notre économie par rapport à celle de notre voisine. Exprimée par habitant ce décrochage est encore plus manifeste puisque le PIB par habitant, identique dans les deux pays à 32 400 euros en 2008 est passé à 35 110 en Allemagne (+ 8,3%) et à 33 100 en France (+2,2%).



Il faut bien garder à l'esprit que parallèlement à cette moindre progression, la dette publique rapportée au PIB baissait sensiblement en Allemagne alors qu'elle explosait en France : une croissance faible et artificielle en France et forte et réelle en Allemagne.



Si l'on produit moins, c'est que l'on travaille moins

Pourtant, malgré les 35 heures et nos jours fériés, la durée du travail en France, faible c'est vrai, à 1526 heures annuelles par rapport à 1746 en moyenne dans l'OCDE (13% de moins quand même), se compare à celle de l'Autriche ou des Pays-Bas et est même supérieure à celle de l'Allemagne ! Si le problème ne semble pas être la durée annuelle du travail, quel est-il ? La quantité de travail dépend certes de la durée de travail des travailleurs, mais aussi et surtout du nombre de travailleurs.

Et c'est le cœur du problème français :

Taux d'activité	15-64 ans	15-24 ans	25-54 ans	55-64 ans
France	72%	37%	88%	55%
Allemagne	78%	50%	87%	73%
G7	75%	43%	84%	66%
Europe 28	74%	40%	86%	61%

Source : OCDE

Le taux d'activité est le rapport entre la population active (celle qui travaille, cherche un emploi ou est en formation) et la population en âge de travailler, définie comme celle âgée de 15 à 64 ans.

Le constat est simple :

Le taux d'activité en France est faible par rapport aux pays comparables. Cette faiblesse tient surtout à l'inactivité de 55-64, due à notre politique de retraites (voir la décade d'Avril 2019) et à l'inactivité des jeunes, imputable à notre politique d'éducation et de formation (abandon du système scolaire sans diplôme, engorgement des universités, effondrement de l'apprentissage). Cette faible activité des jeunes se retrouve dans les 3 millions de 15-34 ans, un quart de la classe d'âge, qui n'est ni en formation, ni en enseignement, ni en emploi. Dont 40% issus de l'immigration (nés hors de France ou ayant un parent né hors de France). C'est dire l'effort d'éducation et de formation en même temps que les incitations qui doivent être déployés pour intégrer cette jeunesse dans le monde du travail en proportion de ce qu'elle est dans les pays comparables au nôtre...

Car au total la quantité de travail produite en France est très insuffisante :

Nombre d'heures travaillées rapporté à la population totale (par an)

France	635
UE	752
Allemagne	729

Pour retrouver une création de richesse suffisante afin d'éteindre les ressentiments et les frustrations que génère la stagnation, la France doit donc augmenter sensiblement sa quantité de travail produite en mettant (les jeunes) ou conservant (départs en retraites retardés) au travail une fraction beaucoup plus importante de sa population.

Mais être davantage à travailler ne doit pas empêcher non plus de faire travailler davantage ceux qui, dans la fonction publique (territoriale en particulier), ne travaillent pas le minimum d'heures légales...

NOS TROIS 10/10 PRÉFÉRÉS À LIRE À LA PLAGE OU AU BORD DE LA PISCINE

Reçu 10/10

Rediffusion juin 2017

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

« NON, ce n'était pas mieux avant » Johan Norberg — Plon



Le monde n'a jamais été aussi mal ? Insécurité, pauvreté, inégalités, l'opinion courante les porte au maximum ressenti ; pourtant jamais l'humanité n'a vécu aussi bien, aussi nombreuse, aussi longtemps !

J. Norberg traite 10 thèmes qui vont de l'alimentation, à la santé, l'environnement, l'égalité, etc. et nous démontre les effets formidables et mesurables du progrès. Pour les mesurer il faut du réalisme et sortir des idées reçues et des préjugés répandus par ceux qui n'ont pas l'exigence de la connaissance ou qui vivent du ressentiment. L'optimisme n'est pas la naïveté pour autant, mais il est évident que l'âge d'or n'appartient pas au passé, mais plutôt les famines, les épidémies, les guerres et l'ignorance...

Si, dans sa préface, Matthieu Laine voit essentiellement une composante psychologique — la nostalgie de la jeunesse — à cette perception négative et erronée du présent (et de l'avenir) en faveur du passé, il y a incontestablement aussi une composante politique : la peur entretenue et le monopole de la définition du bien collectif par l'État qui justifient les interventions sans cesse croissantes de la puissance publique dans l'ordre privé et qui refonde ainsi la légitimité de celles-ci. Tocqueville l'avait déjà bien anticipé.

Aussi, il est bon de réaliser d'où nous venons et à quoi nous devons les progrès réalisés par l'humanité ; les adeptes de la décroissance peuvent la choisir pour eux-mêmes, mais elle ne peut être un choix collectif au risque d'une régression formidable. S'alerter avec [Stiglitz](#) est sain, mais agir selon [Deaton](#) est sans doute plus utile à la poursuite du progrès de notre condition collective (voir les œuvres de ces deux « prix Nobel » d'économie).

Reçu 10/10

Rediffusion décembre 2018

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

« Et si le populisme prospérait aussi sur le terreau de l'inculture économique ? »

Souvent le Monde est mal noté par la Décade... [La chronique de Jean-Michel Bezat](#) mérite donc particulièrement d'être félicitée. « Et si le populisme prospérait sur le terreau de l'inculture économique ? ».

Dans un pays où, signale-t-il, plus de 60% des citoyens ne font pas confiance à l'économie de marché et estiment que la lutte des classes reste une réalité, il n'est pas étonnant que fleurissent toutes sortes de revendications contradictoires (plus de subventions et moins de taxes, par exemple). Sans retraite par capitalisation, les ménages ne se projettent pas dans le long terme et n'épargnent pas à destination du financement de l'économie, de la production, mais vers celui des déficits issus de dépenses courantes. Les démagogues ont beau jeu d'amplifier le conflit des opinions, alors qu'en matière économique la place est grande pour le consensus tant les options qui permettent de maintenir et de développer la richesse collective sont peu nombreuses, une fois qu'on en a bien compris les mécanismes de création.

L'ignorance issue d'une éducation défailante, le dédain pour l'intendance et le culte de l'égalité fragilisent ainsi les bases de notre société.

Article publié dans « le Monde » le 26 novembre 2018.



Manifestation du mouvement citoyen des « gilets jaunes » au centre-ville de Toulouse, le 24 novembre.

MATTHIEU RONDEL / HANSLUCAS POUR LE MONDE

Dans sa chronique au « Monde », Jean-Michel Bezat soutient que si les Français ont un tel sentiment de déclassement, « gilets jaunes » en tête, c'est notamment dû à leurs lacunes en économie.

Chronique. Le mouvement des « gilets jaunes » a réveillé la question, désagréable comme une piqûre de rappel : et si le populisme prospérait aussi sur le terreau de l'« *inculture économique* » que Michel Rocard prêtait aux Français et à leurs dirigeants ? Et si ces grosses lacunes, que l'ancien premier ministre rendait responsables des difficultés du pays à s'adapter aux mutations mondiales, lui faisaient perdre chaque année un point de croissance, [comme l'affirme le lauréat du Nobel d'économie 2006, l'Américain Edmund Phelps ?](#)

Que la souffrance sociale des manifestants soit bien réelle et qu'ils soient soutenus par trois Français sur quatre ne consolera pas notre Nobel (2014) Jean Tirole. « *La réceptivité aux idées économiques se heurte partout au scepticisme vis-à-vis des économistes, regrettait-il fin 2017 devant l'Académie des sciences morales et politiques. Il est particulièrement fort en ces temps de populismes qui font la promotion d'une économie dénuée de choix difficiles.* » Comme la biologie ou la science du climat, sa discipline est victime du syndrome du « peuple contre les experts », avec la circonstance aggravante de n'avoir pas prévu la crise financière de 2008.

Pas confiance en l'économie de marché

Avec un enseignement obligatoire d'une heure et demie par semaine en classe de seconde, il n'est pas surprenant que les Français n'aient obtenu que 8,3 sur 20 au test réalisé en 2010 par le Conseil pour la diffusion de la culture économique. Et que les solutions prêtes à l'emploi fassent recette, diffusées et « validées » par des réseaux sociaux où bouillonne un sentiment d'injustice fiscale, de déclassement social et d'abandon territorial. Si d'autres pays ont des lacunes en économie, il y a une « *exception française* ».

On en trouve peu où deux citoyens sur trois ne font pas confiance à l'économie de marché. Où [64 % d'entre eux estiment que la lutte des classes reste une réalité](#) (20 % de plus qu'à la veille de mai 1968), selon une étude de France Stratégie de 2016. Où l'argent est si méprisé (en parole) et les ménages si prudents avec leur épargne, placée dans la pierre et l'assurance-vie plutôt que dans les actions d'entreprises. Où l'absence de fonds de pension réduit l'incitation des salariés au succès des entreprises et fait de la France un pays capitaliste sans capital. A cette exception, plusieurs raisons.

Ressassé à l'envi, l'idéal égalitaire rend les inégalités insupportables

Et d'abord une histoire construite sur des valeurs (liberté, égalité, citoyenneté, laïcité...), qui imprègnent le récit national et font de l'économie un sous-produit de la politique. Ressassé à l'envi, l'idéal égalitaire rend les inégalités insupportables. Si l'Etat n'est plus omnipotent, il le reste dans les esprits – concurrent du privé, exutoire des colères sociales, ultime main secourable.

L'enseignement de l'« éco » s'en ressent, qui fait du marché un mécanisme défaillant et de l'entreprise un lieu de conflit plus que de création de richesses. A peine sortie, [la refonte du programme de l'enseignement de sciences économiques et sociales au lycée confiée à Philippe Aghion](#), un économiste proche d'Emmanuel Macron, est contestée par des professeurs persuadés qu'elle interdira aux lycéens de saisir « les grands enjeux qui traversent nos sociétés ».

Ce dédain pour « l'intendance » est amplifié par un pessimisme plus profond qu'ailleurs face à un délitement dont les institutions (école, entreprise, Etat...) seraient responsables. Noir c'est noir ? Les inégalités se creusent avec la concentration du patrimoine certes ; mais elles sont moins criantes que dans bien des pays riches. Le taux de pauvreté (14,2 % de la population selon l'Insee) est stable depuis une vingtaine d'années ; les Français la craignent pourtant davantage que des Européens plus pauvres qu'eux. Des régions sont en déclin ; redistribution et aménagement du territoire ont néanmoins contenu un écart d'un à deux entre la plus riche et la moins nantie.

Grossier opportunisme électoral

Et il ne faut pas compter sur l'opposition pour une remise à niveau dans cette matière. M. Macron a un tropisme économique plus prononcé que ses prédécesseurs, à l'exception de Valéry Giscard d'Estaing. Ce qui le perdra peut-être, tant ses adversaires sont passés maîtres dans l'art de jouer sur l'inculture économique (et maintenant écologique) du « *peuple* ». Jusqu'à endosser un gilet jaune et abdiquer toute rationalité au profit d'un grossier opportunisme électoral, comme l'a fait le président des Républicains, Laurent Wauquiez, au discours aussi démagogue que celui du Rassemblement national.

Jusqu'où peut-on décemment exploiter la colère des citoyens, quand il faudrait les initier aux « *mécanismes les plus basiques* » et dégager des « *consensus* », professe M. Tirole ? Ceux-ci existent bien chez les économistes, dont « *les désaccords sont relativement limités par rapport au spectre des opinions dans le débat public* ». Avec des nuances, et sans vouloir enfermer le débat dans un « *cercle de la raison* », ils s'accordent sur les dangers d'une dette publique élevée, le peu d'emplois pérennes créés par la réduction du temps de travail ou le rôle clé d'un prix mondial du carbone pour lutter contre le réchauffement climatique.

Cinglante réplique

Il arrive même aux plus académiques d'entre eux de sortir de leurs cénacles quand ils jugent que le populisme devient trop menaçant, comme à la veille de la présidentielle de 2017. Dans une tribune au Monde, [vingt-cinq Nobel d'économie aux analyses pourtant divergentes sur l'euro s'étaient prononcés contre une sortie de la France de la monnaie unique](#). En concluant que les problèmes de l'Union européenne sont « *trop sérieux pour être confiés à des politiciens clivants* ».

Cette cinglante réplique s'adressait à Jean-Luc Mélenchon, mais surtout à Marine Le Pen, qui citait les travaux de certains de ces Nobel à l'appui de son projet anti-européen. Quinze jours plus tard, la bérézina médiatique de la candidate d'extrême droite face à Macron avait définitivement convaincu l'opinion de son incompétence. Jusque dans son camp ! Ce jour-là, de futurs « gilets jaunes » se sont peut-être dit qu'elle devait d'urgence ouvrir un manuel d'économie.

[Jean-Michel Bezat](#)

Publié dans « le Monde » le 26 novembre 2018.

Reçu 10/10

Rediffusion octobre 2019

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

Denis Olivennes – Le délicieux malheur français – Albin Michel



C'est un peu une suite contradictoire au « Bonheur d'être français » de Jean d'Ormesson (1995) que nous livre en cette rentrée Denis Olivennes : la France reste un pays riche, et des plus égalitaires au monde où pourtant dominant et s'expriment périodiquement les plaintes multiples, le malheur et la défiance généralisée. Sûrement pas la faute au libéralisme, puisqu'elle détient le record des dépenses publiques et s'asservit sous l'infinitude de ses lois et règlements, contrairement à ce qui est affirmé à droite comme à gauche.

La cause du malheur français revient en fait à la maltraitance de sa classe moyenne, les politiques sociales leur ayant fait payer la protection très élevée et très coûteuse des plus faibles. Perdant la perspective de se maintenir voire de progresser, nos classes moyennes vivent une insécurité économique, culturelle et physique amplifiée par de nombreux discours politiques.

L'État providence hérité du programme du Conseil National de la Résistance est en fait corporatiste à son profit, clientéliste et étatiste pour se maintenir. Avec 44 régimes de retraite, des protections très variables de la santé, et une assurance chômage en grand écart selon les professions, la passion des Français pour l'égalité est en fait totalement inassouvie.

Dans ce désarroi, l'individualisme soutenu par l'extension infinie des droits et les alliances ponctuelles et opportunistes en sous-groupes d'intérêts cassent le modèle républicain d'intégration.

Les politiques passants, la « sociale-technocratie » qui n'est pas à plaindre, maintient le système sans qu'aucune responsabilité ne puisse être trouvée. À ce sujet Denis Olivennes aurait pu davantage interroger nos institutions et leur mode de fonctionnement plutôt que d'attribuer la situation qu'il décrit justement à nos choix collectifs implicites.

C'est d'ailleurs cette incapacité à définir les responsabilités qui génère les éruptions régulières des mécontentements et de violences comme les gilets jaunes cette année. Car ces choix implicites conduisent à la dépendance des bénéficiaires de la redistribution, qui bloque leur évolution vers les classes moyennes en risquant de perdre par ce mouvement. Et qui, de l'autre côté par l'impôt et les cotisations sociales, asservit les classes moyennes et moyennes supérieures qui voient décliner les services publics et stagner leur pouvoir d'achat.

On déduit de cette lecture le déficit de liberté et de mobilité économiques qui s'est creusé en fait parallèlement à nos déficits publics. Il y a une contradiction dans notre bonheur tel que formulé comme plus de richesse avec moins de travail et plus de protection sociale. C'est cette promesse

de bonheur annoncée par les gouvernants à chaque échéance électorale dont devraient se méfier les Français. Les comparaisons statistiques montrent bien que si nous voulons la richesse et la protection d'un système évolué, nous devons travailler plus : c'est-à-dire être plus nombreux à travailler. Donc revoir notre politique de formation des 15-24 ans et, oui, retarder l'âge du départ en retraite pour aligner l'activité des 59-64 sur celle des pays dont les citoyens disent y vivre heureux.

On appréciera dans cet ouvrage les multiples statistiques qui viennent démentir les préjugés et idées fausses qui entretiennent notre malheur collectif.

Parole d'entrepreneur

juillet - août 2020

Hélène Saint Loubert - Co-fondatrice de Grenade & Sparks



Fraîchement diplômée de l'Institut Supérieur de Gestion, Hélène a l'opportunité de faire un premier stage chez Saphir, une petite agence de publicité. C'est l'occasion d'une première expérience avec des responsabilités et de l'autonomie dès le départ.

C'est le coup de foudre pour un métier ouvert à tous les sujets et à tous les secteurs d'activité, en prise directe avec les enjeux stratégiques des entreprises, à une époque où les publicitaires étaient encore très proches des présidents.

Vient ensuite une deuxième expérience dans l'agence Équateur qui passe de 10 personnes au moment où Hélène la rejoint à 100 lorsqu'elle la quitte 5 ans plus tard. À sa tête un patron charismatique qui dès le départ accorde sa confiance à Hélène et à un jeune créatif avec lequel, un peu plus tard, elle monte l'agence Grenade. Avec l'expérience Équateur, aux côtés d'un patron « inspirant » dont le départ provoque le grand saut d'Hélène dans l'entrepreneuriat, elle prend conscience de l'importance de toujours créer plus de valeur pour ses clients, de leur proposer des conseils et des prestations de qualité leur permettant de faire la différence.

C'est ce sens qu'Hélène poursuit avec la création de Grenade. « Plusieurs clients ont fait confiance à notre tandem dès le départ ce qui nous a permis de faire une belle première année et un beau démarrage. On pouvait à l'époque démarrer une entreprise avec de l'envie, des valeurs et de la qualité. Pas besoin d'idée géniale ou disruptive. »

Hélène cède le contrôle de Grenade en janvier 2019 à Netco devenu depuis Becoming. Elle est aujourd'hui directrice associée du groupe en charge des projets stratégiques et, à ce titre, se consacre actuellement à l'accélération d'une nouvelle société, Youth, en mode intrapreneuriat. Once an entrepreneur, always an entrepreneur !

Hélène est également vice-présidente de Croissance Plus et a participé trois fois à la délégation française au G20 des entrepreneurs.

1) Pourquoi être devenue entrepreneur ?

J'ai toujours été motivée par l'envie de bien faire mon métier et de m'en donner les moyens. Je supportais mal les contraintes que m'imposait le groupe qui avait absorbé Équateur, le départ de son leader et avec lui la soudaine absence de sens de notre action. J'avais besoin d'espace, de liberté de réflexion et de choix. Pour cela je devais conquérir mon indépendance. La création de notre agence s'est imposée à nous comme une évidence. Nous étions jeunes, libres. Nous n'avions pas peur de nous lancer. Nous étions prêts.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Vaste question ! Entreprendre comme un chef d'entreprise c'est prendre une part de risque. Quand nous avons créé Grenade nous avons investi toutes nos économies dans notre projet. Nous étions prêts à ne pas nous payer. Nous ne savions pas si nous allions réussir ou non. Et c'est ce qui caractérise le chef d'entreprise : prendre des risques personnels. C'est quand même très différent de la « douceur du salaire qui tombe tous les mois » quand on bosse dans une grosse boîte ; cette « douceur » qui nous enferme dans une petite torpeur.

Ce qui caractérise aussi l'entrepreneur c'est d'avoir une vision, des projets, des qualités de leadership, la capacité de fédérer une équipe. Monter un projet en allant au bout des choses, un projet qui fonctionne et qui gagne de l'argent, ça n'est pas si simple.

On peut retrouver des comportements d'entrepreneur chez certains collaborateurs : la fougue, la dynamique, le leadership, une vision, la conduite des projets, mais il y a un moment où forcément le salarié se confronte à une stratégie, une politique, un management, sur lesquels il doit s'aligner... ou partir. Ce que peu acceptent de faire.

La limite à l'entrepreneuriat au sein de l'entreprise, c'est l'alignement. Les entrepreneurs sont radicaux dans leurs choix. Ils acceptent les risques qui les accompagnent.

Et en même temps quel bonheur d'être entrepreneur !

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

Chez Croissance Plus je suis en charge de l'Impact. L'Impact c'est beaucoup de choses. Le social, le sociétal, l'environnemental, l'inclusif. Je crois beaucoup à la valeur sociale de l'entreprise. Chez Grenade nous sommes montés jusqu'à 100 salariés. Sur la durée nous avons certainement accompagné 250 ou 300 familles. Nous avons fait grandir beaucoup de gens. Des jeunes diplômés un peu gauches qui sont devenus des professionnels aguerris.

De manière générale les entrepreneurs sont responsables. 80% d'entre eux d'après une étude récente Opinion Way déclarent que l'entreprise est capable d'adopter des comportements vertueux, inclusifs, et apporter de la valeur.

Et puis il y a la valeur professionnelle de l'entreprise. Celle qui consiste à viser l'excellence. L'excellence opérationnelle qu'on acquiert au fil du temps mais qui doit être remise en cause en permanence. Lorsque nous avons lancé Grenade, Internet n'existait pas. À la fin l'agence était référencée comme agence digitale ! Cette transformation a été le résultat de beaucoup de réflexions, de travail, de rachats d'entreprises, d'intégration de nouvelles compétences, de création d'équipes.

La valeur ajoutée d'une entreprise n'est jamais acquise. Elle est le résultat de la combinaison de deux dimensions : l'exploitation et l'exploration. L'exploitation, ou comment s'améliorer au quotidien. L'exploration, ou quel seront nos prochains leviers de croissance, comment allons-nous nous réinventer, comment va-t-on se repositionner ? Et surtout toujours se poser des

questions, se challenger, particulièrement dans les métiers comme le nôtre, très sensibles à l'air du temps, et qui nous obligent à rester à l'avant-garde.

Pendant longtemps, au début de Grenade, la création de valeur financière ne m'intéressait pas beaucoup. Du moment que l'on gagnait de l'argent et que l'on faisait du résultat chaque année. Puis j'ai changé sur ce sujet, peut-être grâce à Croissance Plus. J'avais jusque-là tout fait en autofinancement, comme un artisan, et je me suis retrouvée à faire face à des startups, des fonds d'investissement, des banquiers, des financiers.

J'ai réalisé que ce qui m'intéressait à cette étape de mon entreprise c'était la croissance, la vraie croissance. Et c'est ça qui m'a intéressé, bien plus que l'argent en lui-même. J'ai souvent privilégié l'investissement aux dépens du bénéfice. Toujours guidée par cette quête d'excellence, le souhait de toujours mieux faire notre métier, j'ai investi dans de nouvelles compétences, des commerciaux, un planning stratégique solide, des profils expérimentés, notamment au travers d'opérations de croissance externe. Et en 10 ans on a connu une belle croissance.

Bien que la rentabilité de nos opérations ait toujours fait partie de nos objectifs, elle n'a jamais été la priorité. Plus qu'une fin en soi, la performance financière a été le moyen de réaliser notre projet, le moyen de créer de la valeur pour nos clients.

4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

A - Alléger les charges fiscales et sociales et les contraintes réglementaires et légales. Par exemple, supprimer ces impôts de production aberrants qui pèsent sur notre compétitivité : 3,2% sur notre CA avant même d'avoir créé la moindre valeur ajoutée. Pour nous cela représente entre 150 et 200 000 euros qui correspondent à de la productivité et des résultats en moins.

B - Accélérer la transition digitale et la transition écologique, sociale et sociétale. Car finalement c'est ce qui fera que les salariés auront envie de bosser, seront fidélisés, que les gens seront fiers d'acheter des produits. J'aimerais que ceux qui voient ces sujets comme des contraintes ou des sujets secondaires, les voient comme des sujets centraux pour la compétitivité et la valorisation de leur entreprise demain. Les entreprises qui n'intègrent pas l'impact aujourd'hui auront des problèmes demain. Et c'est bien l'urgence actuelle du court terme qui doit être l'occasion pour toutes les sociétés de se poser les bonnes questions. C'est une formidable opportunité pour réfléchir à ce qu'on veut être et faire demain, et à ce qu'on peut changer dès à présent.

C. Réfléchir grand avec de l'ambition plutôt que trop petit.

Les entreprises doivent dépasser la simple ambition nationale. Voir grand. Et aller chercher les financements pour s'en donner les moyens. Il faut aussi simplifier l'accès des entreprises à l'international et lever les obstacles qui aujourd'hui les découragent de voir européen plutôt que simplement français. Mettre en place un système de passeport européen, avec un siège social unique, une banque unique, un statut juridique unique. Se donner les moyens de se battre contre les Chinois ou les Américains, en simplifiant le parcours des entreprises européennes et en leur permettant d'aller en Allemagne comme elles vont en Alsace.

D. Sortir le chef d'entreprise de sa solitude.

Il faut savoir prendre les décisions d'acheter, d'investir, d'embaucher, et le chef d'entreprise est souvent seul pour les prendre. Il doit savoir s'entourer. Les entreprises qui se développent ont un coup d'avance et vont vite. Pour cela elles doivent aussi savoir s'entourer des bons talents et là aussi savoir voir suffisamment grand. Les entrepreneurs doivent utiliser les ressources disponibles autour d'eux, consulter des conseils comme je l'ai fait pour me permettre de passer des paliers, d'autres professionnels, s'entourer de gens bienveillants, qui ont réussi dans leur domaine et qui souhaitent partager leur expérience.

QUIZZ JEAN-BAT' À LA PLAGE



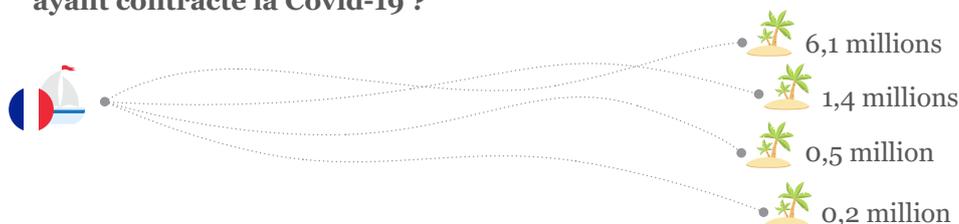
Tracer le trait entre chaque question et sa bonne réponse

DÉMOGRAPHIE

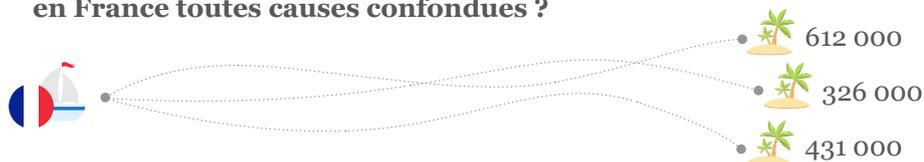
Q1 • La population de la France est de :



Q2 • Au 30 juin quel était le nombre estimé de personnes ayant contracté la Covid-19 ?



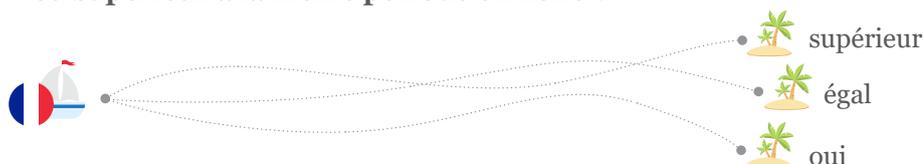
Q3 • Combien de décès ont été enregistrés en 2019 en France toutes causes confondues ?



Q4 • Quel est le nombre total toutes causes confondues de décès du 1^{er} semestre 2020, 2019 et 2018 ?



Q5 • Le nombre de décès du 1^{er} mai au 29 juin 2019 était-il inférieur ou supérieur à la même période en 2020 ?



Q6 • Quelle est la part des +75 ans dans les victimes de la Covid-19 ?



QUIZZ JEAN-BAT' À LA PLAGE

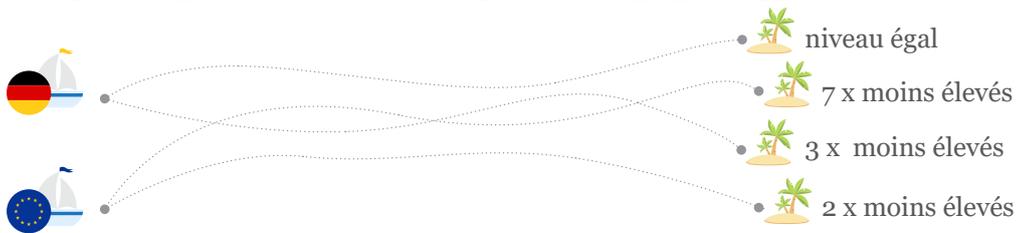
INDUSTRIE ET ENTREPRISES

Impôts de production

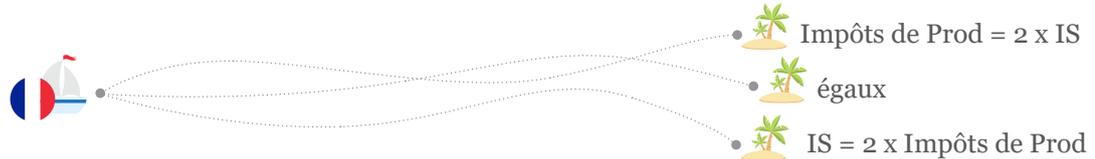
Q7 • Citez au moins 3 impôts de production français
(IS, Taxe sur les salaires, TVE, TVA, TGAP, CFE, TFPB, TASCOM, TICPE, VT, CVAE, Taxe d'apprentissage, C3S)

.....
.....
.....

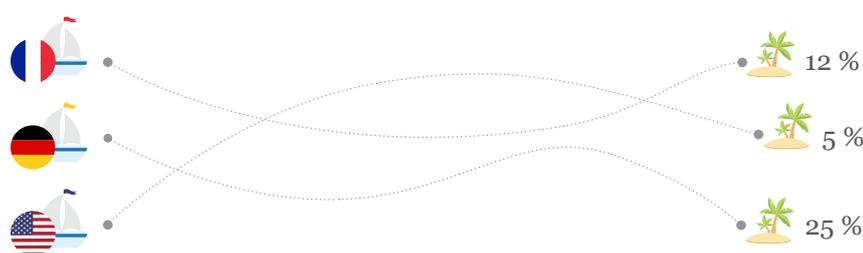
Q8 • Impôts de production en Allemagne et Europe par rapport à la France



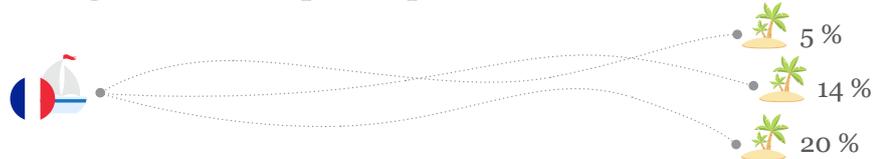
Q9 • Rapport de grandeur entre IS et impôts de production en France



Q10 • Part des impôts de production dans la totalité de la fiscalité économique ?



Q11 • Progression des impôts de production de 2007 à 2016



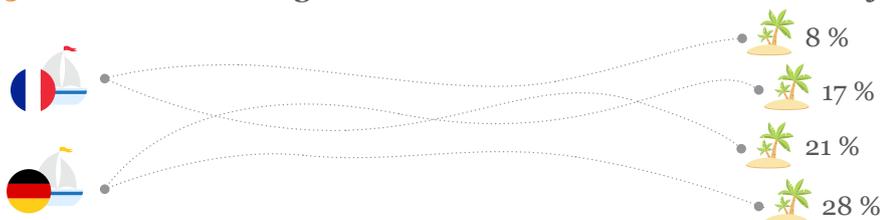
Q12 • Progression du PIB de 2007 à 2016



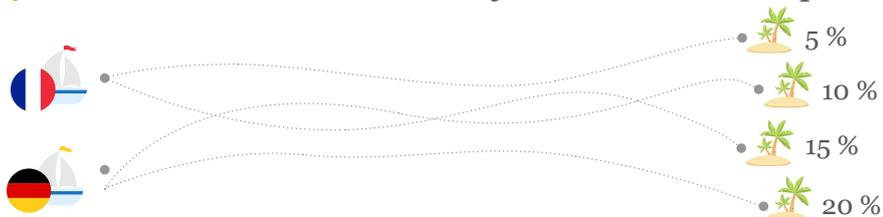
QUIZZ JEAN-BAT' À LA PLAGE

Industrie

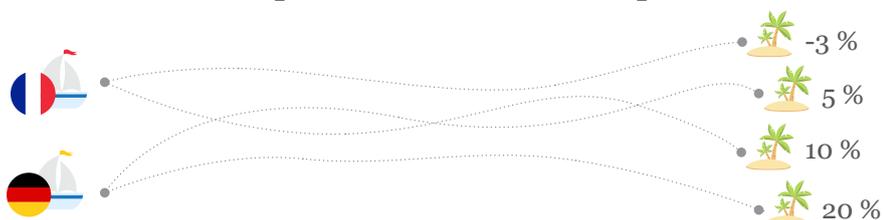
Q13 • Prélèvements obligatoires sur l'industrie en % de la valeur ajoutée (2016)



Q14 • Part de l'Industrie dans Valeur ajoutée totale des entreprises

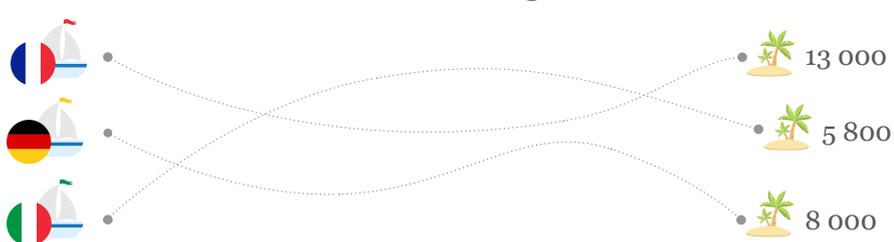


Q15 • Croissance de la production industrielle depuis 2007



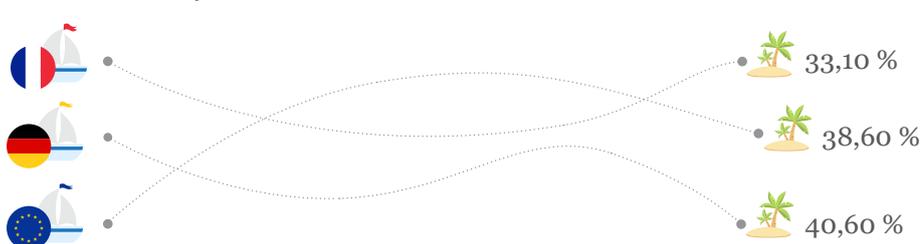
ETI

Q16 • Nombre d'ETI en France vs Allemagne et Italie



Marge des entreprises

Q17 • Pour chacun de ces pays quelles sont les marges des entreprises (1^{er} Trim 2019)

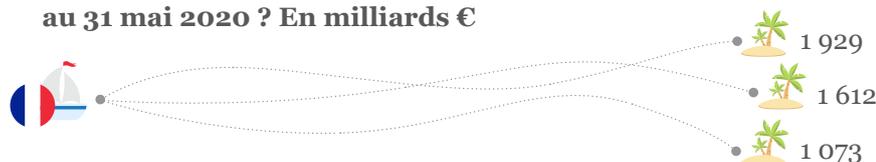


QUIZZ JEAN-BAT' À LA PLAGE

ENDETTEMENT ET BUDGET

Dette de la France

Q18 • Quel est le montant (*encours*) de la dette négociable de l'État français au 31 mai 2020 ? En milliards €



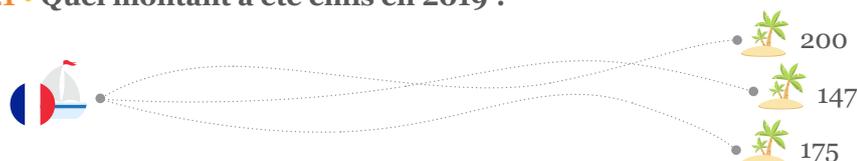
Q19 • Quel montant de dette la France a-t-elle émis au 1er semestre 2020 ? En milliards €



Q20 • Quel est le montant total d'émission programmé par le Trésor pour 2020 ? En Milliards €



Q21 • Quel montant a été émis en 2019 ?



Q22 • À quel taux moyen la dette a-t-elle été émise en 2020 ?



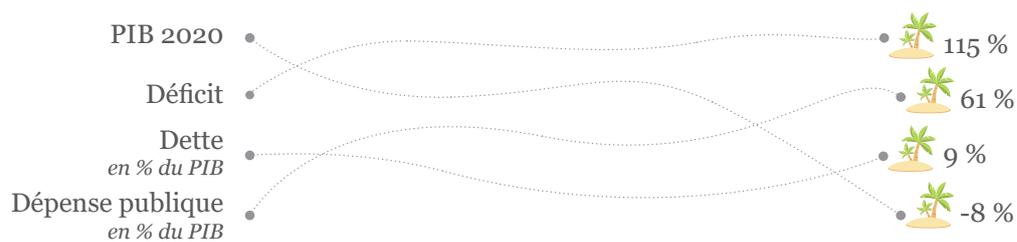
Q23 • À quel taux moyen la dette 2019 a-t-elle été émise ?



QUIZZ JEAN-BAT' À LA PLAGE

Budget

Q24 • Quelles sont les nouvelles hypothèses du PLFR (Projet de Loi de Finance Réctifcative) du gouvernement ?



Sources : Les Echos, KPMG, CAE, COE-Rexecode, Eurostat, education.gouv.fr, Insee, Santé Publique France, AFT, Banque de France

QUIZZ JEAN-BAT' À LA PLAGE

Réponses : (1 point par bonne réponse)

Démographie **Q1** • 67 millions +1 pt

Q2 • 0,2 million +1 pt

Q3 • 612 000 +1 pt

Q4 • 2020 = 325 052 / 2019 = 308 381 / 2018 = 309 706 +1 pt

Q5 • 2019 supérieur à 2020. 93 881 en 2019 +1 pt

Q6 • 75 % +1 pt

Industrie
et entreprises

Q7 • Si vous avez cité 3 de ces 6 impôts de production : C3S, CVAE, CFE, TFPB, TICPE, VT +1 pt

Q8 • Allemagne 7 fois moins élevés qu'en France +1 pt / Europe 2 fois moins élevés qu'en France +1 pt

Q9 • Les impôts de production représentent 2 fois plus que l'IS dans les recettes fiscales +1 pt

Q10 • France 25 % +1 pt / Allemagne 5 % +1 pt / USA 12 % +1 pt

Q11 • 20 % +1 pt

Q12 • 14 % +1 pt

Q13 • France 28 % +1 pt / Allemagne 17 % +1 pt

Q14 • France 10 % +1 pt / Allemagne 20 % +1 pt

Q15 • France -3 % +1 pt / Allemagne 20 % +1 pt

Q16 • France 5 800 +1 pt / Allemagne 13 000 +1 pt / Italie 8 000 +1 pt

Q17 • France 33,10 % / Allemagne 40,60 % / Europe 38,60 % +1 pt

Endettement
et budget

Q18 • 1929 +1 pt

Q19 • 170 +1 pt

Q20 • 260 +1 pt

Q21 • 200 +1 pt

Q22 • -0,07 % +1 pt

Q23 • 0,11 % +1 pt

Q24 • PIB -8 % +1 pt / déficit 9 % +1 pt / dette 115 % du PIB +1 pt / dépense publique 61 % du PIB +1 pt

Total de bonnes réponses :
maximum possible : 35 points

Vous avez moins de 18 points :

Nous ne serons pas aussi cool que l'Éducation Nationale cette année : Vous êtes recalé(e) ! Profitez de l'été pour vous informer et pour réviser vos connaissances de base. Et ne ratez plus aucun numéro de La Décade !

Vous avez entre 18 et 26 points :

Vous êtes dans le coup. Mais ne vous reposez pas trop sur vos lauriers dans ce faux rythme confinement-vacances. Keep it up ! Il vous reste encore deux ou trois choses à connaître pour passer au niveau Expert ! Continuez à lire La Décade tous les mois...

Vous avez plus de 26 points :

Wahooooo ! C'est impressionnant ! Vous faites partie des happy few qui savent de quoi ils parlent sur les gros dossiers économiques de notre beau pays. Vous êtes encore trop peu. Ceux qui prêtent trop souvent l'oreille aux sornettes qui circulent sur Internet ont besoin de votre aide ! Nous vous nommons Missionnaires de Jean Baptiste Say. Vous avez à présent la mission de répandre la bonne parole...